

L'UNITE ET LES DEUX POPEREN

Par Victor LEDUC

Il y a dans le discours des deux Poperen sur lesquels toute la presse écrite et parlée a glosé, un point commun qui, semble-t-il, n'a pas été relevé. C'est que, ni l'un ni l'autre, n'a fait appel à l'organisation par l'ensemble des militants qui animent le mouvement populaire de cette unité que chacun de leur parti brandit aujourd'hui comme une arme contre l'autre.

Pour Claude, l'essentiel est de dénoncer, chez le P.S., « le refus de condamner dans les faits la politique actuelle et de s'engager résolument, comme nous le faisons, dans la lutte pour imposer des reculs ». Pour Jean, « la direction du P.C.F. voudrait bien que les choses restent en l'état : la gauche toujours divisée, le P.C. travaillant à se renforcer en poursuivant ses efforts de démolition du Parti Socialiste ».

Après un tel jugement dont on ne peut contester l'exactitude, on pourrait s'étonner de voir le même Jean Poperen témoigner d'un optimisme à toute épreuve sur la portée de la rencontre PC-PS du 20 septembre. Mais cet optimisme fait partie du jeu. Il permettra ensuite de protester d'autant plus fort contre le sabotage de l'unité par le partenaire. En fait les deux partis ont raison lorsqu'ils s'accusent mutuellement de ne penser qu'aux présidentielles. L'unité, ou plutôt une certaine phraséologie unitaire, est intégrée à cette bataille. D'une dynamique de lutte portant les espoirs des travailleurs, elle est devenue entre les mains des directions de la gauche traditionnelle un fétiche dont chacun cherche à s'emparer à des fins de concurrence électorale.

Le discours du P.C. à ce sujet mérite d'être analysé de près, car il prête à confusion. Lorsque Claude Poperen s'écrie à la fête de la Courneuve « il n'est pas d'autre solution que de vous demander de prendre l'union et l'action à bras le corps. D'en faire votre affaire », et qu'il appelle à déterminer démocratiquement les revendications, les objectifs et les formes de lutte sur

le lieu du travail, la cité, le village, ne semble-t-il pas reprendre le langage autogestionnaire ? Mais ce langage doit être rapproché des affirmations ressassées selon lesquelles seul le P.C. est apte à rassembler les travailleurs pour l'action, et confronté à une pratique où non seulement le P.C. s'arroge le monopole de « l'union à la base » mais où l'action se réduit le plus souvent à une propagande « pro domo ».

Face à l'offensive sans précédent du pouvoir contre les salaires et le pouvoir d'achat, à l'aggravation du chômage qu'entraîne l'application de la dernière mouture du plan Barre, il est bien vrai que s'impose l'organisation d'une riposte unitaire.

Mais l'intérêt politique des grands partis de gauche entre en contra-

diction avec cet impératif, c'est-à-dire avec l'intérêt direct des travailleurs. L'intérêt de ces partis les pousse en effet à s'affirmer et à se renforcer chacun l'un contre l'autre, pour la grande pêche aux voix de 1981. C'est pourquoi l'unité politique de la gauche ne peut être, dans ces conditions, qu'un sujet de discours trompeur et qu'un nouvel objet de querelle. Le malheur veut qu'étant donné la structure actuelle du mouvement syndical, la contradiction politique rejaillit sur le comportement des grandes centrales et altère gravement les perspectives d'unité d'action syndicale.

Il faut être conscient de ces données pour prendre nous-mêmes « à bras le corps », le problème de l'unité. Nous ne pouvons le traiter

ni par l'incantation ni par les méthodes de « mise au pied du mur » chères à certaines organisations d'extrême-gauche.

Ce que nous pouvons faire, c'est à la fois mettre à nu les contradictions entre le langage et la pratique de la gauche traditionnelle et ne perdre aucune occasion de promouvoir des démarches unitaires, mêmes partielles, comme nous l'avons fait pour le nucléaire, en nous efforçant de les élargir à toutes les composantes du mouvement populaire et de multiplier entre les militants les structures d'unité pour l'action. C'est ainsi que peut se développer, sur le terrain, la gauche différente dont a besoin le mouvement ouvrier pour surmonter son impuissance actuelle. ■



A LA C.N.E...

La Commission Nationale Entreprise s'est réunie le samedi 8 septembre (1), à partir de 10 heures au siège du parti. La discussion a débuté par une analyse générale de la situation actuelle, politique et syndicale, au cours de laquelle un grand nombre de participants ont apporté leur contribution orale.

Les organisations politiques (P.C.-P.S.), les organisations syndicales dans lesquelles militent essentiellement nos adhérents (C.G.T.-C.F.D.T.) et l'extrême-gauche ont été passés en revue, et ont fait l'objet d'un large débat collectif.

Mais le point central du débat a été la préparation de la Conférence Nationale Entreprise qui doit se tenir fin octobre à Nancy. Comment la préparer ? De quels sujets y débattre ? Comment les aborder ? Pour ce faire le canevas proposé a été étudié point par point, certains faisant l'objet de constatats en assez unanime. En particulier la nature du travail avec autoformation et l'in-

formatique a été analysée. Un constat unanime : les conditions de travail ne sont pas améliorées et le travail lui-même reste, le plus souvent, sans intérêt pour les travailleurs. Autre remarque portant plus spécialement sur les intérimaires, les vacataires, les temporaires, c'est-à-dire les employés instables et souvent sous-payés : ce sont généralement les jeunes, les femmes et les immigrés qui assurent ces postes. Comme le disait un des participants : « dans notre société ce sont ceux qui n'ont pas de chance ! ».

Des documents ont été étudiés : la réduction du temps de travail (contribution au tract national de rentrée) a été approuvée ; le P.S.U.-Information sur l'emploi : « des alternatives régionales, nécessite des amendements et des précisions complémentaires pour un document définitif.

Enfin, l'ordre du jour de la C.N.E. de Nancy a été élaboré (2). Les points suivants seront proposés :

- à l'automne 1979, quelle perspective pour les luttes ouvrières ;
- emploi et 35 heures ;
- la classe ouvrière aujourd'hui et organisation du travail ;
- rôle et intervention du P.S.U. dans les entreprises.

Des camarades ont été désignés pour préparer des textes d'introduction sur chacun de ces quatre points. Le numéro d'octobre de *Luttes* publiera ces textes, ainsi que le déroulement de l'ordre du jour.

La Conférence Nationale se terminera par l'élection d'une nouvelle Commission Nationale Entreprise et d'un nouveau secrétariat.

R. RIVAL ■

(1) Il y avait 16 présents à cette réunion, dont 6 ou 7 camarades de province.
(2) La Conférence Nationale aura lieu les 27 et 28 octobre, et non novembre, comme il avait été écrit, par erreur, dans le canevas de préparation, communiqué par le secrétariat aux militants intéressés.

C.S.F. : le coût de la rentrée

Chaque année à l'automne, la C.S.F. (Confédération Syndicale des Familles) constitue un dossier sur la rentrée scolaire. Ce dossier a été présenté au cours d'une conférence de presse le 3 septembre 1979.

A cette occasion, la C.S.F. a rappelé les raisons qui lui font annuellement publier un tel document :

« Les chiffres, obtenus avec le plus de rigueur possible, sont un des atouts de notre combat syndical :

1 - Ils expriment que la rentrée scolaire coûte cher aux familles. Ces frais pèsent d'autant plus lourd que les enfants en scolarité sont plus nombreux, et que le budget global de la famille est modeste. Ces chiffres sont une base indiscutable de l'aliénation, de la sélection qui se fait par le jeu de l'argent entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas.

2 - Ces chiffres enfin sous-tendent nos revendications concernant l'obtention de droits pour les jeunes et les familles face à l'obligation de la scolarité (droit d'une scolarité qualitative, réellement gratuite ; droit de prestations correspondant à l'expression de la solidarité face au coût réel de l'enseignement ; et non mesures d'assistance, se dégradant au cours des années, comme les Bourses nationales actuelles...). Le respect de ces droits est indispensable pour « ouvrir la voie à l'égalité des chances ».

Nous disons bien pour « ouvrir la voie », car le problème de l'égalité des chances est aussi un problème de reconnaissance de l'identité culturelle des enfants de travailleurs — français et immigrés. Mais tout ceci demanderait une volonté politique de démocratisation et

non pas seulement des déclarations.

3 - Ce dossier annuel et l'action qui le prolonge à tous les niveaux de l'organisation, dans les quartiers, sur les marchés, etc. permet aussi de mesurer ce qui avance :

● A la fois comme sensibilisation de l'opinion publique, des organisations de travailleurs, des élus de la gauche qui interviennent constamment dans les débats parlementaires, s'appuyant sur nos chiffres et exprimant aux représentants gouvernementaux que les problèmes ne sont pas réglés.

● Et aussi comme « acquis des luttes », l'action permanente de la C.S.F. a fait « bouger les choses » : — le prêt gratuit de manuels aux élèves de 6^e, 5^e, 4^e est un progrès, — les bourses nationales sont maintenant attribuées aux élèves étrangers, — des prestations nouvelles sont nées : prime d'équipement, allocations scolaires des C.A.F.

Mais, si quelques progrès ont été « décrochés » sous la pression de l'action et de l'opinion publique (presse, organisations, élus, etc.), nous devons dire que le pouvoir n'a pas une réelle volonté politique de progrès en la matière :

— il y a un décalage considérable entre les discours et les réalités des crédits dégagés,

— il y a toujours un décalage dans le temps pour appliquer les quelques mesures votées.

— il y a « spoliation » d'une partie des crédits votés pour les usagers de l'école.

La C.S.F. a chiffré à 13 % la hausse globale du coût de la rentrée scolaire 1979, avec des variantes selon les rubriques. Les livres scolarisés subissent une hausse de 13 %. Notons que la gratuité des manuels, aux deux rentrées précédentes, avait touché l'ensemble de la classe d'âge, à cette rentrée, et dans le cadre de la politique d'austérité, le ministère ne se reconnaît d'obligation que pour les élèves poursuivant leur scolarité dans les collèges. Les élèves qui, en fin de 5^e, poursuivent leur en lycée d'enseignement professionnel, soit en 1^{re} année pour la préparation d'un C.A.P., soit en classe de C.P.P.N., sont exclus de la gratuité des manuels. Cette mesure est d'autant plus scandaleuse, que la grande majorité des élèves de L.E.P. sont des enfants de travailleurs (ouvriers, employés, salariés agricoles, personnel de service).

Les fournitures, la papeterie, les cartables augmentent de 15 %. Le matériel d'atelier subit une hausse de 10 %, les blouses et bleus de travail une hausse de 11 %, l'équipement sportif de 12 %. A tout cela, il faut ajouter les « dépenses annexes » : les cotisations diverses pour lesquelles il est demandé aux élèves une somme forfaitaire, l'assurance scolaire obligatoire, les enveloppes timbrées, les photos, etc. Sans oublier que dans les semaines qui suivent la rentrée le budget familial est encore grevé par les dépenses de transports, de cantine et d'activités extra-scolaires.

Devant cette amputation toujours plus forte du pouvoir d'achat, la C.S.F. a rappelé ses revendications ; elle exige le dégageant de crédits importants permettant de réaliser :

1 - La gratuité complète des manuels et outils pédagogiques avec tout ce qui s'y rapporte (livrets, cahiers d'exercices, etc.) pour tout l'enseignement obligatoire,

quels que soient les ordres d'enseignement ; dans l'immédiat, crédits pour assurer la gratuité des manuels en L.E.P.

2 - La gratuité des fournitures usuelles (copies, cahiers, etc.) et des activités annexes obligatoires (théâtre, concert, travaux manuels).

3 - La gratuité totale des transports scolaires ; dans l'immédiat, le remboursement des transports hebdomadaires.

4 - La réduction de la T.V.A. sur tout le matériel d'enseignement, considéré comme produit de « première nécessité éducative ».

5 - Le développement des centres de documentation et bibliothèques, avec personnel compétent — pour faciliter aux élèves l'apprentissage d'un travail sur documents et du travail collectif.

6 - Le droit à la cantine pour tous.

7 - L'augmentation de 50 % des plafonds des bourses nationales.

8 - Le port de la part de bourse à 500 F.

9 - Augmentation de 2 points de charge pour les élèves scolarisés à l'extérieur (cela existe pour le supérieur).

10 - Augmentation de la prime d'équipement à 600 F et versement à tous les élèves de 1^{re} année de L.E.P. et de Lycée Technique.

11 - Suppression des critères d'âge et de ressources, limitant l'attribution de l'allocation de rentrée scolaire des C.A.P.

A la lecture de ce dossier, force est de constater que la politique suivie est encore loin du compte pour répondre aux termes de la loi et de la tradition laïque de notre pays qui veut que l'école obligatoire soit réellement gratuite et de plus, qu'elle permette une réelle égalité face aux exigences de la scolarité.

Propositions du secteur-école

Le secteur école-formation a tenu une première réunion le 8 septembre avec la participation d'enseignants, d'étudiants, de formateurs et de représentants du secteur jeunes. Le but de cette réunion a été d'envisager la possibilité de relancer ce secteur tant au niveau national que fédéral. En effet, il apparaît fondamental que le P.S.U. cesse d'avoir une activité essentiellement ponctuelle dans son intervention sur l'école et la formation. Enfin et surtout, il a été jugé indispensable que le secteur s'interroge sur sa finalité et élabore une réflexion commune pour nous permettre de nous attaquer à une des bases idéologiques qui, dans le système capitaliste, modèle par « l'éducation » et « la formation » les esprits de tous ceux auxquels on enseigne. C'est-à-dire qu'on coule dans un moule qui les empêche de développer tout esprit critique, toute autonomie, etc.

L'acte pédagogique qui est commun aux enseignants et formateurs du P.S.U. doit être analysé, transformé souvent, si nous ne voulons plus être les serviteurs zélés des institutions qui permettent la reproduction de la division entre travail manuel et travail intellectuel et qui uniformise les individus.

Cette transformation ne peut rester une pratique individuelle, elle doit être collective et publique pour mettre en cause de front toute la batterie d'« éducation » formation imposée par l'école et la formation. Cela, en liaison avec les parents d'élèves, les travailleurs et les élèves eux-mêmes.

Le souci de nombreux camarades est aussi de faire

un bilan sur les activités syndicales des étudiants et des enseignants du P.S.U. et les possibilités d'intervention dans leur syndicat respectif.

Il a donc été décidé d'organiser un week-end national les 15 et 16 décembre à Paris. Week-end de réflexion et de perspectives qui permettra, d'une part, de réfléchir à partir d'un questionnaire qui sera envoyé à chaque enseignant du parti, formateur, parent engagé dans une pratique sur l'école, syndicaliste du parti intéressé, lycéen, étudiant, sur les thèmes suivants :

— Nous jouons (enseignants et formateurs) un rôle dans la transmission des connaissances ? Quel est-il ?

— Quelle est notre pratique professionnelle ? (le questionnaire qui sera envoyé sera plus précis).

— Que peut-on envisager d'autre ?

D'autre part, ce week-end permettra d'analyser les pratiques et les engagements syndicaux des enseignants du P.S.U. (F.E.N., C.F.D.T., C.G.T., etc.).

Des camarades engagés depuis longtemps dans la pratique syndicale présenteront les expériences de Renovation Syndicale, leur expérience dans le S.G.E.N.-C.F.D.T., etc. Quelle liaison avec les parents d'élèves et les syndicats non-enseignants, etc. ? (cela le dimanche après-midi).

Des informations plus précises seront envoyées dans une quinzaine de jours.

N.B. : le secteur étudiant organise un week-end de réflexion au cours du mois de novembre.

Janine ROUSSEAU

Cette école gratuite, laïque et obligatoire...

« L'école marche aux réformes comme une voiture marche à l'essence » ; cette école institution clé de l'Etat, au service du capitalisme, de réforme en réforme, ne cesse de jouer son rôle, celui par la sélection, « l'orientation », « la nouvelle alternance professionnelle », de reproduire la division entre travail manuel et travail intellectuel et d'uniformiser les esprits des « enseignés ».

On la dit gratuite, laïque et obligatoire. Quel beau principe ! Qu'en est-il dans les faits !

Les enquêtes de la C.S.F. et de la C.S.C.V. prouvent que l'école n'est pas gratuite (consulter les chiffres parus dans la presse).

La laïcité de l'école est mise en brèche, d'une part, par l'offensive de l'école privée (loi Guerneur 1977) ; d'autre part, la laïcité est un mot qui laisse croire que l'école publique elle-même au nom de cette laïcité est neutre. Neutre cette école qui apprend aux enfants à ne pas avoir l'esprit critique, à se fondre dans le moule des « bien-pensants », qui leur apprend à respecter toute autorité (cf. les livres d'histoire de France), qui ne les forme pas mais les déforme, qui véhicule que les « doués » arrivent et que les « non-doués » n'ont qu'à chercher des filières dans un travail sans qualification réelle et surtout sans formation générale qui pourrait leur permettre de ne plus être de seules machines au

service des besoins immédiats du patronat.

Obligatoire cette école, oui, jusqu'à 16 ans. Mais dès 14 ans de jeunes scolaires travaillent gratuitement dans les classes de préapprentissage. La loi préconise même aux patrons qu'il est interdit de payer ces jeunes en stage trois semaines sur quatre dans leur entreprise. L'école est un bon moyen pour couvrir le travail gratuit de certains enfants. Et les apprentis qui ont douze heures de formation par semaine et travaillent le reste de la semaine chez un patron, en fin d'apprentissage ne touchent que 45 % du S.M.I.C.

Cette école, c'est aussi l'école du chômage, dans une société où le chômage règne ; 40 % des chômeurs sont des garçons et des filles de moins de 25 ans.

L'école est bien l'affaire de tous, les parents d'élèves, les travailleurs ont leur mot à dire sur la formation, la qualification, les débouchés. Les enseignants, les formateurs aussi.

Qu'en est-il des enseignants ? Qu'en est-il des maîtres auxiliaires ? Contrairement aux affirmations de la F.E.N. croyant « naïvement » les déclarations de M. Beullac, tous les maîtres auxiliaires n'auront pas de poste cette année. En effet, la suppression de classes, l'augmentation de l'horaire hebdomadaire de travail de 18 heures à 21 heures entraînent la suppression de 5 000 emplois d'après le S.N.E.S.

Le ministre Beullac a parlé de « priorité de réembauchage » et non de réembauchage total.

Où l'école est l'affaire de tous. Dans les régions qui meurent économiquement, on ferme les classes, on regroupe, on « ramasse » les enfants dans un centre. La carte scolaire sert, s'adapte à la situation économique. Quand il n'y a plus de payans dans la Lozère, l'Ardèche ou ailleurs, il y a de moins en moins de population, de moins en moins d'enfants. Ceux qui restent sont condamnés, dans certains villages, à faire des kilomètres de trajet pour s'intégrer à la vie scolaire.

Le combat pour une autre école, c'est le combat pour une autre société, c'est le combat de tous les travailleurs et pas seulement celui des enseignants et des élèves.

NOTA. — Quelques chiffres sur le ramassage scolaire : 2 millions d'enfants sont acheminés chaque jour par des cars. Le service de ramassage est assuré à 90 % par des entreprises privées, à 5 % par des collectivités locales, à 4 % par la S.N.C.F. ou la R.A.T.P. L'Etat participe aux frais pour 55 à 65 %, le reste étant pris en charge par les collectivités locales et les familles ; ces dernières ont donc à payer en moyenne de 200 à 600 F par an, selon les régions.

Janine ROUSSEAU



AVEC LES « FOLLES DE MAI »

Tous les jeudis, depuis la fin de septembre 1978, une manifestation se déroule de midi à 13 heures devant l'ambassade d'Argentine, rue Cimara (métro Boissière) pour protester contre les disparitions et tortures dans ce pays.

Lancée par solidarité avec les mères de la place de Mai par le Club des Droits Socialistes de l'Homme, elle est appuyée par :

● Choisir, la Ligue des Droits de l'Homme, l'A.C.A.T., France-Amérique Latine ;
● le Parti Socialiste et l'Association des parents des Français disparus en Argentine ;

● le P.S.U.

Dès jeudi prochain, venez apporter votre soutien hebdomadaire aux victimes du génocide fasciste, et téléphonez chaque jeudi à l'ambassadeur pour protester : 553.16.27 - 553.17.68 - 553.19.16 - 553.48.66 - 553.23.62 - 553.14.69 - 704.27.06 - 704.20.53 - 704.26.79 - 720.82.64 - 720.83.80 - 500.62.86.

Le Club des Droits Socialistes de l'Homme

190, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris

CALENDRIER POLITIQUE

TOUTES LES MÊMES ?

Claude MICHEL

La France des points chauds
n° 13 - 27 F

Claude Michel scrute tous les éléments de la vie féminine et s'attache à démontrer leur influence sur la vie intime et sur les possibilités ou impossibilités de libération des femmes.

Toutes opprimées, toutes assujetties ? D'égale manière ? Comparaisons, exemples, propositions sont légions dans cet ouvrage qui se révèle comme l'un des plus complets écrits jusqu'à ce jour sur ce thème.

Var-Matin

Cette étude sociologique claire, précise et bien documentée est accessible à tous, même les moins ouverts à ce problème de société qui est la « condition féminine ».

Témoignage chrétien

Dans la même collection, au service des luttes politiques pour l'autogestion

POINTS CHAUDS

- | | |
|--|------|
| 1. Le pouvoir à prendre (Y. Craipeau) | 15 F |
| 2. Requiem pour une médecine (G. Granier) | 27 F |
| 3. LIP : affaire non classée (collectif) | 24 F |
| 4. Louviers : sur la route de l'autogestion (C. Wargny) | 21 F |
| 5. Le nucléaire contre l'Alsace (T. Jund) | 18 F |
| 6. Où va la sidérurgie ? (J.Y. Rognant, C. Romain, F. Rosso ; préface J. Chèreque) | 15 F |
| 7. LIP au féminin (collectif femmes) | 21 F |
| 8. La Sécurité sociale, des idées pour demain (G. Granier) | 18 F |
| 9. L'écologie, histoire d'une subversion (C.M. Vadrot) | 29 F |
| 10. 18 millions de bonnes à tout faire (coll. femmes) | 24 F |
| 11. Ça bouge dans les quartiers (L. Caul-Futy, M. Louis) | 21 F |
| 12. Les municipalités autogestionnaires (C. Wargny) | 24 F |
| 13. Toutes les mêmes ? (Claude Michel) | 27 F |

Éditions SYROS

DIRECTION POLITIQUE

● Samedi 15 et Dimanche 16 septembre : réunion de rentrée de la Direction Politique, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

COMMISSION NATIONALE AGRICOLE

● Samedi 15 septembre : Les membres de la D.P., qui participent à la C.N.A., sont invités samedi 15 septembre à 10 heures, 9, rue Borromée.

● Mardi 18 septembre : la Commission Nationale Agricole organise une réunion ouverte à tous (les camarades de la C.N.A. ne souhaiteraient nullement se retrouver entre « agricoles ») ; Thème de la réunion : agriculture, famine, échanges agro-alimentaires internationaux, pillage du Tiers-Monde. Mardi 18 septembre à 19 heures, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

PARIS : 7° SECTION FEMMES

● 19 septembre : Pour préparer la manifestation des femmes du 6 octobre et mener la lutte sur le 7° arrondissement, un groupe de femmes du quartier veut s'organiser et s'agrandir. Une réunion est prévue : mercredi 19 septembre à 21 heures au G.E.P. XV, 26, rue Lecourbe, 75015 Paris.

COORDINATION IMMIGRES

● 29 septembre (9, rue Borromée, 75015 Paris). Ordre du jour : la 2^e génération (enfants de travailleurs immigrés nés en France). Avec projection du film vidéo : « Enfants immigrés de Belleville ». Samedi 29 septembre à 14 h 30.

RECTIFICATIF : WEEK-END NATIONAL FEMMES

● 6 et 7 octobre (Paris) : contrairement aux annonces précédentes (on peut se tromper) le week-end est reporté aux 6 et 7 octobre. Ce qui permettra d'y inclure la marche. Après avoir bien marché, le 6 au soir il y aura une bouffe sympa. L'ordre du jour prévu pour l'ancienne date est maintenu : relance du secteur et mise au point de la dernière bataille pour l'avortement libre et gratuit avant et pendant la discussion au Parlement.

MARCHE DES FEMMES

● Un numéro à retenir pour celles qui voudraient venir de province, celui du téléphone-contact pour les cars : 633-63-20. Si vous affrêtez un car ou si vous désirez venir en car, mettez-vous en contact par l'intermédiaire de ce numéro.

CONFERENCE NATIONALE ENTREPRISE

● 27-28 octobre : La Conférence Nationale Entreprise se réunira les 27 et 28 octobre à Nancy. Les fédérations et régions devraient pouvoir préparer cette conférence en prévoyant des conférences régionales entreprises. Le secrétariat national entreprise apportera l'aide nécessaire, si besoin est, à ces conférences régionales. Le prévenir assez tôt.

FETE P.S.U. 1980

● Mercredi 19 septembre : une commission pour la préparation de la fête de 1980 est prévue le 19 septembre à 18 h 30, 9 rue Borromée, 75015 Paris. Les camarades intéressés sont priés de le faire savoir à Michel Martin au siège du parti.

CONFERENCE REGIONALE DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

● Samedi 29 septembre : à Bourg-en-Bresse, conférence pour les régions Rhône-Alpes, Franche-Comté, Bourgogne, Auvergne. Conformément aux décisions du Congrès de Saint-Etienne, le problème des élus est inscrit à l'ordre du jour du Conseil National de novembre sous le titre : « Elus et pouvoir local » ; six conférences régionales sont prévues pour préparer la journée des élus. Les autres dates seront communiquées dans les prochains T.S. - Hebdo.

● 14 octobre (Reims) : pour préparer le Conseil National de novembre, réunion des élus P.S.U. Champagne, Ardennes, Lorraine, Alsace, Picardie. Nous demandons aux élus concernés de prendre contact avec le secrétariat P.S.U. Hôtel de Ville, 51000 Reims. Tél. (26) 40-54-53, poste 276, afin de prévoir repas et hébergement.

« L'ETAT ET LES LIBERTES »

● Samedi 27 et Dimanche 28 octobre : Un colloque organisé par le P.S.U. et « Critique Socialiste » se tiendra les 27 et 28 octobre, au Centre International Protestant, 8, rue du Parc Montsouris, 75014 Paris. Projets de débats : dégradation de l'état de droit dans les démocraties occidentales, extension des pouvoirs de l'Etat, l'espace judiciaire européen, les pays du « socialisme réellement existant », le Tiers-Monde et l'Islam, le droit à la différence, les nouvelles luttes...

FETE DE VALENCE

● Samedi 29 septembre : fête fédérale à Valence, avec la participation d'Huguette Bouchardeau.

LE SECTEUR FEMMES VOUS RECOMMANDE

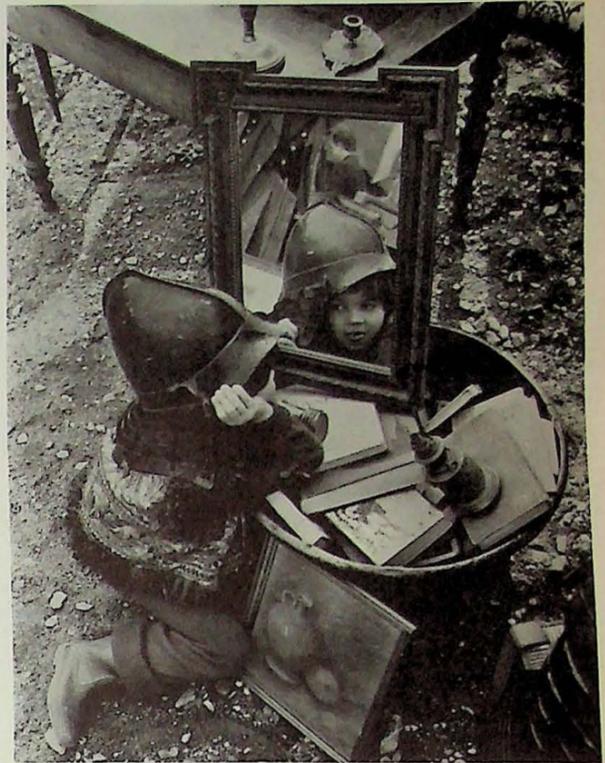
● Remue-ménage : Le n° 3 de septembre 79 vient de sortir (7 F). Au menu : écho du mouvement, calendrier, revue de la presse féministe, la sécu à sec ? De l'autre côté du guichet, et un gros dossier avortement, la marche du 6 octobre, les projets de loi P.C., P.S. et le projet hors-la-loi (celui des femmes), expérience de divers collectifs locaux, entretien avec un médecin du S.M.G., etc. Abonnement 60 F par an. 20, rue de Hautefeuille, 75010 Paris.

« LE JUSTE DROIT »

● Le Collectif Grain de Sable, en collaboration avec des femmes en lutte, le Mouvement Français pour le Planning Familial, le Centre d'IVG de Colombes, a réalisé un film dont l'objectif, à travers la lutte pour la libération de l'avortement est de dénoncer les conditionnements, les injustices, les inégalités que subissent quotidiennement les femmes. Disponible : à partir du 16 octobre 1979. Format : 16 mm - couleur - son optique. Durée : 74 minutes. « Le juste droit » est produit par souscription : les futurs utilisateurs avancent le prix de la location en réservant la copie. Montant de la souscription : 500 F. Caution : 1000 F. Les groupes non souscripteurs paieront la location du film 600 F.

CHANSON ET FOLK PICARD

● Samedi 6 octobre : chanson et folk picard avec Patrick Séchet et Pierre Henocque. Samedi 6 octobre à 21 heures, salle des fêtes d'Anzy-le-Château (Aisne). Entrée 20 F.



P.S.U. Roi de la Brocante

Si chaque militant fouille une poubelle
Si chaque militant visite un grenier
Si chaque militant rapporte un objet
Un objet pourrait rapporter des sous
Des sous de brocanteurs
Parce que la brocante aura lieu

Non pas rue Borromée
Mais dans une salle immense
Salle qu'il faut remplir
Du plus petit verre
A la plus grande armoire
Nous viendrons vous débarrasser
Début octobre
Pour un grand rassemblement
Le dimanche 21 octobre

SANTE, SECURITE SOCIALE

- | | |
|---|------|
| G. Granier : Requiem pour une médecine | 27 F |
| A. Bebel et F. Darman : L'hôpital, usine à santé | 27 F |
| G. Granier : la Sécurité sociale, des idées pour demain | 18 F |

Éditions SYROS

« FESTIVAL PAYSAN »

● 16 septembre (Saint-Herblain - Loire-Atlantique) : la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles organise une fête populaire départementale qu'elle intitule « Festival paysan ». Deux forums sont organisés : le « forum foncier » et le « forum croissance-énergie ». Il y aura aussi des spectacles et des animations pour enfants. Dimanche 16 septembre, Parc de la Gournerie à Saint-Herblain, de 10 h à 18 heures.

EMPLOI ANIMATION

● La municipalité de Brétigny-sur-Orge cherche un animateur pour mettre en place un service jeunesse dans la municipalité. Il est souhaitable d'avoir déjà des expériences en animation, de posséder une formation CAPASE, d'avoir des connaissances en gestion communale. Pour tout renseignement, s'adresser au journal qui transmettra.

POUR UNE AUTRE POLITIQUE DE L'ENERGIE

● Le comité du 7^e arrondissement de Paris pour une autre politique de l'énergie se réunit lundi 7 septembre

à 18 h 30 au 26, rue Lecourbe (escalier G, 1^{er} étage). Les signatures de la pétition sont à envoyer à G.E.P. Comité 7, Boîte 27, 26, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Le numéro 35 de « Critique socialiste », consacré à l'expérimentation sociale en question, vient de paraître.

Des articles de V. Leduc, F. Dalbert, B. Vincent, J.-M. Demaldent, J.-P. Garnier, C. Wargny, S. Goueffic. Des entretiens avec C. Castoriadis, P. Viveret, P. Naville, la revue « Pratiques ».

Restent disponibles les n° 34 « L'Europe truquée » 20 F et 33 « Le problème du travail et le mouvement des femmes » 15 F. Prix franco de port.

Abonnement 5 numéros 90 F. Cheques à l'ordre de SYROS, CCP 19 706 28 PARIS. Les envoyer 9, rue Borromée, 75015 Paris.

OFFRE D'EMPLOI

Il est envisagé de recruter pour la rue Borromée, pour 4 mois, deux personnes afin d'assurer les tâches matérielles (cuisine, peinture, rangement, classement de documentation). Il faut avoir moins de 26 ans ou bien être une femme célibataire avec un enfant, ou divorcée, veuve ou séparée. Ecrire au Secrétariat.

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Secrétariat : Marie Relandeau

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal

Ville

S'abonne pour : an 6 mois (1)

Il y a un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de Tribune socialiste CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 60 F - 6 mois : 30 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante